

Lutter contre la montée du tourisme sexuel

IRIN - Nations Unies - Nouvelles et analyses humanitaires -01/12/10



Une affiche de campagne mettant en garde contre le travail du sexe des enfants

Andoany, 1 décembre 2010 (IRIN) - A Nosy Be, une île au large de la côte nord-ouest de Madagascar et son lieu de villégiature le plus animé, la résistance de la communauté au tourisme sexuel reste ferme vis-à-vis du travail sexuel des enfants, mais l'économie déclinante du pays rend ce dur combat encore plus difficile.

Officiellement, la population de Nosy Be est de 109 000 habitants, dont 12 personnes séropositives ; officieusement, personne ne sait vraiment jusqu'à quel point les travailleuses du sexe migrantes ont fait monter ce chiffre.

« Les filles de l'ensemble des 22 régions [de Madagascar] viennent ici à cause du tourisme et de l'opportunité d'avoir un mari blanc », a dit à IRIN Jean-Claude de Bikiny, administrateur adjoint de l'île. « Nous nous battons contre ce problème [le tourisme sexuel] depuis 1990 ».

Selon lui, les travailleuses du sexe pourraient représenter environ huit pour cent de la population de Nosy Be, mais ce chiffre baisse ou augmente selon l'importance des saisons touristiques. Il existe des vols directs et fréquents depuis l'Europe vers cette île de 300 km², et des bateaux ferry couvrent régulièrement les huit kilomètres de distance avec l'île de Madagascar.

Selon ONUSIDA, environ 0,2 pour cent de la population sexuellement active est infecté au VIH/SIDA, dans un pays qui compte 20 millions d'habitants.

« Il y a 20 ans, il était inimaginable que des femmes deviennent des prostituées », a dit à IRIN Antoinette Djaotoly, une éducatrice au Foyer Social, un centre de formation communautaire à Andoany, la capitale de Nosy Be – anciennement Hellville. Le centre offre des formations d'aptitudes à la vie quotidienne, et toute une palette de métiers, de manucure à mécanicien automobile, permettant aux travailleuses du sexe de chercher un autre travail.

Qu'est ce qui a mal tourné ?

En 1990, deux événements sont à l'origine du tourisme sexuel : les effets d'un programme d'ajustement structurel ont commencé à se faire sentir, provoquant des licenciements à grande échelle en vue d'une croissance économique ; et le gouvernement a accordé un contrat de pêche au thon à une entreprise japonaise, amenant plus de 20 chalutiers dans les eaux poissonneuses de l'île.

« A Nosy Be, beaucoup de femmes sont venues travailler dans une usine de crevettes, et quand l'entreprise a commencé à réduire le personnel, les femmes au chômage sont devenues des prostituées. Les pêcheurs japonais avaient de l'argent et c'est là que la prostitution à grande échelle a débuté », a dit à IRIN Jocelyn Gabriel, membre du réseau de protection qui lutte contre le travail sexuel.

L'économie, se basant sur la pêche à petite échelle, l'ylang-ylang (*Cananga odorata*, également connue comme l'arbre à parfum), le café et la canne à sucre, a souffert depuis que le plus grand employeur de l'île, une distillerie de rhum, a fermé ses portes en 2008.

« Environ 1 300 personnes ont perdu leur emploi [quand la distillerie a fermé] et si vous estimez que chaque employé à cinq personnes ou plus à charge, vous pouvez voir les effets », a dit M. Gabriel.

Une économie en ralentissement – même dans le secteur du tourisme qui a souffert de la réputation de l'île au sujet du tourisme sexuel, selon M. de Bikiny, – a fait baisser le salaire moyen des employés des hôtels, passant par exemple de 40 à 30 dollars par mois.

Les travailleuses du sexe sont considérées comme des opportunistes venant d'ailleurs. « Les filles de Nosy Be ne travaillent pas comme prostituées, car tout le monde se connaît et il est honteux d'être connu comme prostituée... Sans la prostitution, Nosy Be connaîtrait une croissance [économique], car il y a beaucoup d'autres choses à faire », a dit à IRIN Lawrence Velonkasise, administrateur au ministère de l'Éducation de Madagascar à Nosy Be.

Le « succès » des travailleuses du sexe

A Andoany, les écoles donnent des cours d'aptitudes à la vie quotidienne qui mettent en garde contre le travail du sexe, mais « si on choisit de dire que les filles ne doivent pas aller avec des hommes blancs, cela pourrait être considéré comme du racisme », a dit M. Velonkasise.

Le « succès » de certaines travailleuses du sexe, dont les liaisons avec des ressortissants étrangers les ont transformées en « modèles » possédant une maison, ou voiture, ou les deux, a dit M. Gabriel, complique la lutte contre le travail du sexe dans l'un des pays les plus pauvres au monde. Des travailleuses du sexe migrantes rentrant au pays relativement bien pourvues d'argent ont aussi joué un rôle de publicité vivante pour que d'autres viennent sur l'île.

Elles viennent à Nosy Be depuis aussi loin que Toliara, la capitale de la province de Toliara, mais Mme Gabriel pense qu'environ 80 pour cent viennent du district d'Antsohihy, dans la région de Sofia, dans la province de Mahajanga, une zone de culture des oignons, des haricots et du riz près de Nosy Be sur l'île de Madagascar.

Il y a 8 000 résidents étrangers [installés] de longue date à Nosy Be, principalement des Français et des Italiens, selon Mme Gabriel. Les lois sur l'immobilier requièrent que les investisseurs étrangers aient des partenaires locaux, et les femmes malgaches sont souvent partenaires dans des achats immobiliers.

« Il y en a peut-être qui pense que ce n'est pas bien pour un homme de 55 ans d'avoir une aventure avec une jeune femme malgache. Mais alors, qu'en est-il si après une vie de travail, l'épouse de cet homme l'a quitté ? » a dit un Français, qui a requis l'anonymat, à IRIN.

« Ses enfants ont déjà quitté la maison. Devrait-il rester seul [en France] ? Pourquoi ne pourrait-il pas venir ici et rencontrer des femmes superbes ? L'homme a une nouvelle vie, et les femmes et leur famille en bénéficient aussi ».

Oriel, 26 ans, une travailleuse du sexe de la ville portuaire de Mahajanga, a dit à IRIN qu'elle était devenue une travailleuse du sexe après que le père de ses deux enfants est venu s'installer à Nosy Be pour monter une entreprise, qui a fait faillite. Il est ensuite parti à Mayotte, une île française dans le canal du Mozambique, et elle s'est retrouvée obligée de se débrouiller, pour elle-même et ses enfants.

Elle travaille le long du front de mer, avec de nombreux bars et restaurants à Ambatoloaka, un village de pêcheurs avec une population officielle de 4 461 habitants, à sept kilomètres d'Andoany, qui fourmille la nuit de travailleuses du sexe offrant leurs services.

Chatian Andriamahasolo, conseiller municipal à Ambatoloaka , a commencé à surveiller les travailleuses du sexe en 2008, « car j'ai une fille et je ne veux pas qu'elle devienne comme [ces] autres filles », a-t-il dit à IRIN.

Les citoyens malgaches doivent porter sur eux leur carte d'identité et un groupe de sept volontaires parcourent les rues ; s'ils croisent une fille de moins de 18 ans, ou sans identification, ils l'accompagnent jusqu'au commissariat.



Réparation de filets dans le village d' Ambatozavavy, à Nosy Be, Madagascar

Initiatives de la communauté

« En 2008/09, on trouvait habituellement 10 à 15 filles sans carte d'identité en une nuit et certaines étaient mineures. Ces jours ci, il s'agit d'une ou deux [sans carte d'identité] – les gens savent qu'ils sont obligés d'avoir sur eux leur carte d'identité », a-t-il dit à IRIN.

De nombreux hôtels à Ambatoloaka et dans d'autres endroits à Nosy Be permettent aux clients d'amener des travailleuses du sexe dans leur chambre sans coût supplémentaire, mais M. Andriamahasolo a dit que la direction était obligée de vérifier leur carte d'identité pour s'assurer que les femmes avaient plus de 18 ans, et les patrouilles de la communauté étaient autorisées à vérifier les chambres d'hôtel si on soupçonnait que des filles mineures s'y trouvaient.

« Les étrangers donnent une mauvaise image de Nosy Be, mais nous avons besoin des étrangers pour amener de l'argent [sur l'île] », a-t-il dit.

Les tentatives de la communauté pour fermer les bars à minuit ont été contrecarrées par les propriétaires. Lorsque les demandes d'extension des horaires d'ouverture jusqu'à trois heures du matin ont été refusées, les propriétaires ont eu des dispenses spéciales venant d'Antananarivo, la capitale de Madagascar. « C'est un gros problème, je ne vais pas vous mentir », a dit M. Andriamahasolo.

Le fait que des touristes se dirigent vers le parc national de Nosy Be, à la recherche de lémuriens plutôt que de travailleuses du sexe, ne signifie pas que le tourisme sexuel ait épargné Ambatozavavy, une petite communauté de pêcheurs de 1 000 personnes à 18 kilomètres d'Andoany.

L'école du village, qui date de 50 ans, n'accueillait les enfants que jusqu'à l'âge de 13 ans, après quoi ils devaient achever leur scolarité à Andoany. « Il y a de la violence psychologique à Hellville [Andoany] pour les enfants – ils voient de belles femmes, de belles voitures et de l'argent. Les garçons cherchent un travail, et les filles de l'argent facile, surtout la prostitution », a dit le directeur d'école Edouard Rasolofo à IRIN.

La communauté, pauvre, a agrandi les classes à ses propres frais, et les donateurs payent sept des dix enseignants, ce qui permet aux villageois de retarder le départ des enfants à Andoany jusqu'à l'âge de 16 ans, et cela a eu un effet remarquable sur le taux de réussite malgré l'augmentation des effectifs dans les classes.

Avant, sur les 30 élèves d'Ambatozavavy qui partaient à Andoany lorsqu'ils avaient 13 ans, 10 réussissaient leur année. Sur ces 10, quatre passaient en classe supérieure à 14 ans, et deux d'entre eux passaient en classe supérieure l'année suivante, et finalement un [seul] réussissait son année à 16 ans. Depuis la

construction des classes supplémentaires, 56 des 60 élèves âgés de 13 ans à l'école de la communauté avaient leur année, 52 d'entre eux réussissaient l'année d'après, et 50 des élèves de 15 ans réussissaient l'année suivante.

La communauté a posé les fondations d'une autre salle de classe, mais elle a besoin de 3 000 dollars pour le matériel, ce qui leur permettrait de retarder le départ de leurs enfants à Andoany jusqu'à l'âge de 17 ans.

« Celles du village qui sont devenues des prostituées ne reviennent pas après qu'elles aient abandonné l'école. Elles envoient de l'argent au village via d'autres personnes, car elles auraient honte d'être ici en personne », a dit M. Rasolo.

Un réseau de protection sociale a été mis en œuvre, en réponse au tourisme sexuel. Il comprend des représentants de la police, de la justice, des ONGs, des médecins, des écoles et de l'industrie du tourisme, et il se réunit au moins une fois par mois pour revoir et concevoir des stratégies.

Djaotoly, un formateur au Foyer Social – un centre de formation établi en 1972, mais qui se focalise depuis 1990 sur le fait de donner une deuxième chance aux travailleuses du sexe – a dit à IRIN qu'à part le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (l'UNICEF), tous les autres donateurs internationaux avaient stoppé les financements depuis un changement apparenté à un coup d'état en mars 2008.

Durant l'année 2010, environ 60 anciennes travailleuses du sexe, dont certaines n'avaient que 16 ans, ont suivi des formations. L'industrie du tourisme recrute des réceptionnistes, des secrétaires et d'autres employées venant du Foyer Social.

« Ce n'est pas un problème de moins d'argent – nous n'avons pas d'argent », a dit Djaotoly. « C'est très difficile de travailler dans ce genre d'environnement ».

Source : <http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportID=91251>